

URGENCE à Gaza ! Halte au massacre, un génocide est en cours, cessez-le-feu immédiat !

**Pour une paix juste et durable entre Palestiniens et
Israéliens**



En guise de vœux de nouvel an, l'annonce du gouvernement israélien, c'est la continuation de la guerre en 2024 ! Après 3 mois de bombardements continus d'une violence inouïe, et d'un blocus inhumain, interdit par les conventions internationales, la situation à Gaza est intenable !

L'ONU alerte ce 2 janvier : « Tout le monde à Gaza a faim ! Sauter des repas est la norme, et chaque jour est une recherche désespérée de moyens de subsistance.

Plus d'un million de personnes cherchent désormais refuge dans la ville de Rafah, déjà surpeuplée, dans le sud du pays, et des centaines de milliers d'entre elles dorment en plein air, avec des vêtements ou des matériaux inappropriés pour se protéger du froid. Faisant écho à ces préoccupations, l'agence de santé des Nations Unies, l'OMS, a mis en garde contre un « risque imminent » d'épidémies de maladies transmissibles. » Déjà des dizaines de milliers de cas de maladies ont été recensés, les enfants sont particulièrement fragilisés.

Alors qu'elle annonçait des objectifs militaires contre le Hamas en représailles aux terribles crimes commis le 7 octobre sur la population israélienne, l'armée israélienne a systématiquement ciblé les infrastructures vitales pour la population (eau, assainissement, énergie) mais aussi immeubles, commerces, habitations, écoles, hôpitaux, églises, mosquées, agences de presse... et ni le centre culturel français, ni les structures onusiennes pour les réfugiés n'ont échappé à cette fureur criminelle qui fait chaque jour toujours plus de victimes civiles : femmes, enfants, soignants, journalistes, secouristes des ONG, agents de l'ONU, estimées à plus de 20 000 morts sur ces deux mois de guerre, avec 3 à 4 fois plus de blessés aux chances de survie extrêmement réduites en raison des conditions médicales et sanitaires totalement dégradées. Dernièrement c'est le croissant rouge palestinien qui a été bombardé.

A Gaza, par l'impossibilité de soins suffisants et de nourriture, des malades, des bébés meurent aussi, des femmes accouchent seules dans les ruines...

Il ne s'agit plus d'une guerre « Israël / Hamas » comme veulent encore le faire croire le gouvernement israélien et de nombreux médias occidentaux.

La population déplacée à de multiples reprises, est contrainte à fuir constamment dans un dénuement total, sans issue possible : la volonté manifeste du gouvernement israélien de vider la bande de Gaza de ses habitants survivants constitue un génocide. L'intention d'un tel acte a été clairement affirmée par des membres du gouvernement israélien.

En Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, autres territoires palestiniens, la population est soumise à la violence redoublée de l'armée et des colons : emprisonnements arbitraires, expulsions, destructions, vols de terres, accroissement de colonies illégales, apartheid et assassinats de civils.

L'année dernière, les autorités israéliennes ont supervisé la démolition de 1 119 structures – un record depuis le début de la collecte de données en 2009 – déracinant 2 210 personnes, selon l'OCHA (bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU), dans sa première mise à jour de 2024.

La France au Conseil de sécurité doit porter la voix de la paix et soutenir tout ce qui va dans le sens du droit international pour garantir aux peuples palestinien comme israélien le même droit à vivre en paix et en sécurité dans le respect des résolutions des Nations Unies.

Dans l'urgence de cette crise humanitaire majeure, la France doit se joindre à l'ONU pour obtenir :

- **un cessez-le-feu immédiat**
- **la mise en place d'une aide humanitaire urgente à la hauteur des nécessités pour la population de Gaza**
- **la libération des otages enlevés par le Hamas et la libération des prisonniers palestiniens détenus arbitrairement par Israël**
- **la levée du blocus et une protection de toutes les populations à Gaza et en Cisjordanie**

Ce sont les principales exigences immédiates que nous formulons en direction du gouvernement de notre pays car il faut tout faire face à cette catastrophe humanitaire majeure !

Mais la France doit aussi contribuer à une solution pérenne qui permette au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes, niés depuis trop longtemps, par la reconnaissance de l'État palestinien et en mettant en place des sanctions économiques envers la politique d'annexion et de colonisation que mène Israël en contradiction avec le droit international.

Pour porter ces exigences le collectif 21 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens vous appelle à un rassemblement

**Samedi 13 janvier 2024 à 15h30
à Dijon place Darcy**

Le Collectif 21 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens :

Amitiés Palestine Al Rowwad, Amnesty International, AFPS (Association France Palestine Solidarité), ARAC (Association Républicaine des Combattants), Assemblée populaire 21, ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne), ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), Collectif à bas la guerre, Dijon Autonomie Antiraciste, LDH (Ligue des Droits de l'Homme), MAN (Mouvement pour l'Action Non violente), Mouvement de la Paix, MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Libre Pensée (Fédération départementale, Cercle M.Martinet), UJFP (Union juive française pour la paix), SOS Racisme, CGT (Confédération générale du travail), CNT (Confédération Nationale du Travail), FSU (Fédération syndicale unitaire), Solidaires, UNEF (Union Nationale des Étudiants de France), Solidaires Étudiant-es, GES (Gauche Ecosocialiste), Ensemble !, LFI (La France insoumise), NPA (Nouveau parti anticapitaliste), PCF (Parti communiste français), POI (Parti ouvrier indépendant), UCL (Union Communiste Libertaire).

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.